

Comment les classes dominantes ont détourné le suffrage universel

Macron mène une politique favorable seulement aux 0.1 % les plus riches. Pourtant, c'est le suffrage universel qui l'a désigné. Comment les élites ont-elles détourné le suffrage universel, de 1848 à nos jours? Réponse en 7 points.

En mars 1848, les révolutionnaires républicains, dont une grande partie d'ouvriers à tendance socialiste, mirent fin à la monarchie et proclamèrent le suffrage universel. Ces révolutionnaires en armes permirent ainsi à près de 10 millions de français de voter dès le mois d'avril : ces nouveaux citoyens profitèrent alors de ce droit inédit qui leur était octroyé par le pouvoir socialiste-démocrate pour envoyer à l'Assemblée... une majorité conservatrice : monarchistes légitimistes ou orléanistes, républicains modérés ! Les principales mesures prises par les démocrates socialistes au pouvoir furent alors abolies, excepté le suffrage universel. Les dominants avaient compris qu'ils pourraient s'en accommoder.

Ce n'est pas l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 qui les fera se retourner dans leur tombe, le nombre de millionnaires ayant augmenté de plus de 11 % dès la première année de son mandat. La suppression de l'impôt sur les yachts n'est pas une mesure que l'on s'attendrait à voir plébiscitée par la majorité du peuple.

Comment, de 1848 à aujourd'hui, les élites ont-elles détourné le suffrage universel ? Par le terme d'élites, j'entends les individus et groupes sociaux occupant des positions de pouvoir économique, politique et communicationnelle qui les placent au sommet de la hiérarchie sociale. Comment un système basé sur la volonté de la majorité entretient-il la domination d'une minorité ?

Réponse en 7 points, à lire à la suite ou de manière indépendante :

En confisquant la parole publique et les fonctions politiques

En contrôlant l'opinion pour influencer les votes

En dépolitisant les masses

En camouflant les divisions de classe par l'érection du mythe national

En confondant l'actuel et le potentiel pour préserver l'ordre établi

En s'appuyant sur l'autorité du suffrage universel pour délégitimer l'action directe

En finançant les campagnes électorales

❑ En confisquant la parole publique et les fonctions politiques

Parmi les personnes que l'on voit apparaître et s'exprimer à la télévision, on compte 60 % de cadres supérieurs contre 4 % d'ouvriers¹. Cette représentation est en complet décalage avec la réalité sociale puisque les cadres apparaissent sept fois plus souvent qu'ils ne le devraient si le temps d'antenne était réparti en fonction de leur part dans la population. Comment donc défendre leurs intérêts et leur vision du monde dans l'opinion ? Pourtant, si la représentation des femmes et des minorités est interrogée, celle des différents groupes sociaux n'est jamais mise en question.

Cet écart de représentation est encore plus édifiant dans les institutions politiques nationales. Aucun ouvrier à l'assemblée et au gouvernement. Etonnant pour une démocratie qui se dit "représentative".

Voilà qui renvoie aux débats de l'époque de la Révolution Française entre les partisans d'un gouvernement par le peuple dans son ensemble (idéal démocratique) et ses pourfendeurs qui proposent un gouvernement par les meilleurs en évoquant le critère de la compétence (vision des libéraux qui défendaient le suffrage censitaire). Le choix du suffrage universel en 1848 repose sur la souveraineté populaire, c'est à dire l'identité entre gouvernants et gouvernés. Les élus doivent être à l'image du peuple pour les représenter. Au nom du principe d'égalité, chaque citoyen a la même valeur indépendamment de sa position sociale.

Si cela ne recouvre aucune réalité aujourd'hui, cela n'a pas toujours été le cas : dans les années 45-70, le monde ouvrier pesait dans l'espace public grâce au parti communiste qui leur confiait des responsabilités politiques. Ainsi, les 2/3 des secrétaires fédéraux étaient ouvriers. Il leur donnait également une formation et une culture politique et leur permettait de participer à la vie citoyenne en jouant un rôle politique : réunions de cellules, rédaction et diffusion de journaux, action syndicale, engagement associatif et culturel... Nombreux ont été élus maires, d'autres députés voire ministres. Cela n'a pas empêché la France de connaître durant cette période le plus grand boom économique de son histoire. Depuis les années 80, nous ne pouvons que constater un retour à un suffrage censitaire de fait : les classes populaires s'abstiennent en masse et n'exercent à aucun poste de pouvoir politique.

La question de la prétendue compétence a totalement occulté la divergence d'intérêts. Si l'on admet qu'E. Macron a des compétences, il faut voir au service de qui il les met. Certainement pas au service de la majorité du peuple.

Pour éviter l'accaparement des postes de pouvoir par les plus riches et les plus puissants, les inventeurs de la démocratie à Athènes avaient une solution : le tirage au sort. Voilà un procédé qui pourrait s'avérer plus égalitaire.

En attendant, le contrôle de la parole publique par les puissants leur assure un quasi monopole sur la formation de l'opinion publique.

[👉 Retour à l'index](#)

¹ Une représentation des catégories socioprofessionnelles à la télévision loin de la réalité sociale (inegalites.fr)

■ En contrôlant l'opinion pour influencer les votes

"Nous devions aller voter ensemble au bourg de Saint-Pierre, éloigné d'une lieue de notre village. Le matin de l'élection, tous les électeurs (c'est-à-dire toute la population mâle au-dessus de vingt ans) se réunirent devant l'église. Tous ces hommes se mirent à la file deux par deux, suivant l'ordre alphabétique ; [...] ; je sus qu'on désirait que je parlasse. Je grimpai donc sur le revers d'un fossé, on fit cercle autour de moi et je dis quelques mots que la circonstance m'inspira. Je rappelai à ces braves gens la gravité et l'importance de l'acte qu'ils allaient faire ; je leur recommandai de ne point se laisser accoster ni détourner par ceux, qui, à notre arrivée au bourg, pourraient chercher à les tromper ; mais de marcher sans se désunir et de rester ensemble, chacun à son rang, jusqu'à ce qu'on eût voté. Ils crièrent qu'ainsi ils feraient, et ainsi ils firent. Tous les votes furent donnés en même temps, et j'ai lieu de penser qu'ils le furent presque tous au même candidat (NDLR : à Tocqueville). Aussitôt après avoir voté moi-même, je leur dis adieu, et, montant en voiture, je repartis pour Paris." Alexis de Tocqueville, Souvenirs

"L'éditorialiste est un tuteur sur lequel le peuple, comme du lierre rampant, peut s'élever". "Les Français doivent renoncer à leur cinquième semaine de congés payés" Christophe Barbier

A l'époque de Tocqueville, c'est à dire lors du premier exercice du suffrage universel en 1848, l'influence des élites sur le petit peuple rural passait par des relations d'inter-connaissance. Comme un ultime héritage de la féodalité, les aristocrates ordonnaient à leurs ouailles des consignes de vote dans leurs provinces respectives.

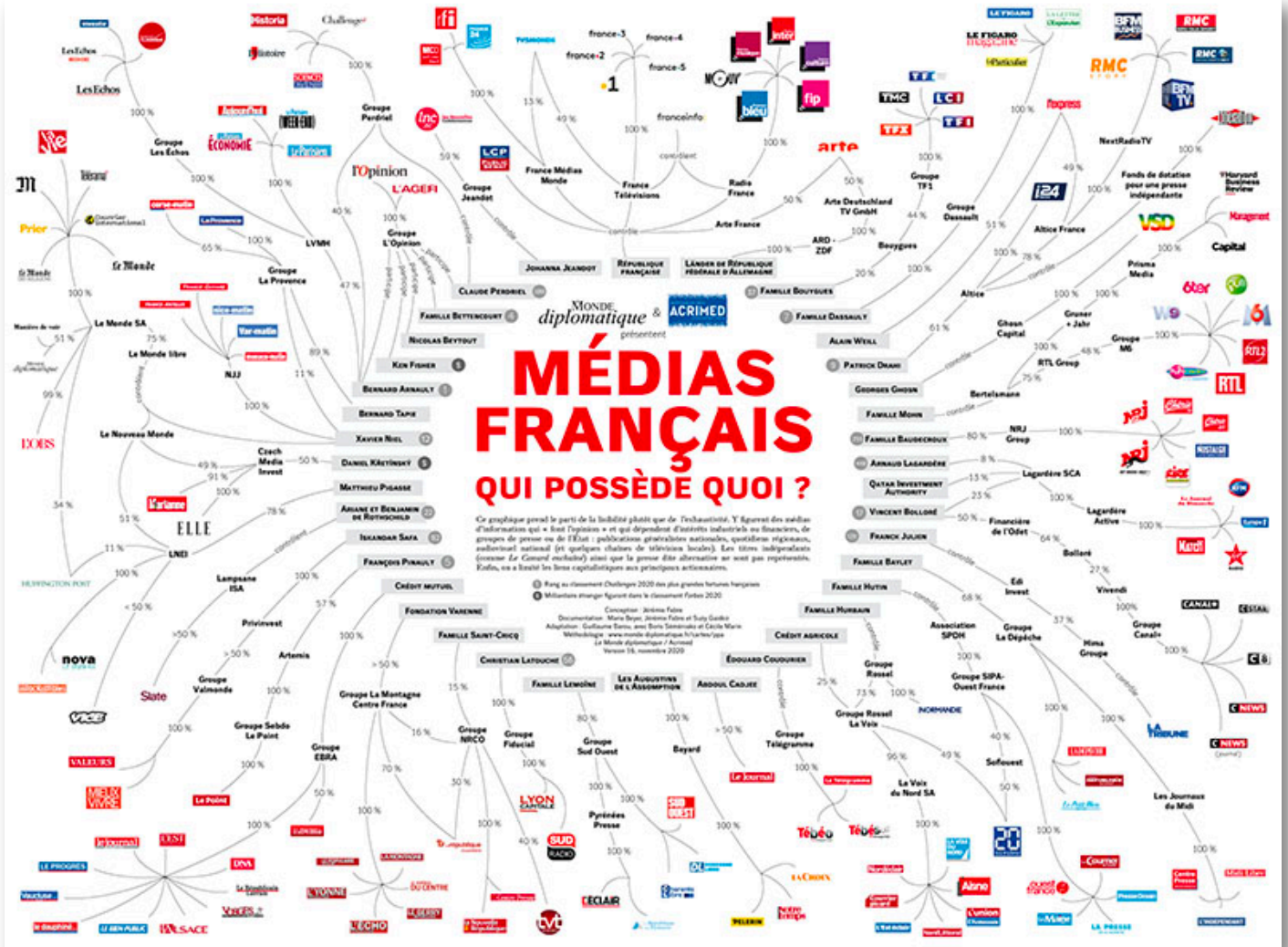
Aujourd'hui, les élites n'ont même plus besoin de quitter Paris pour donner leurs consignes et expliquer au peuple à quoi ils doivent renoncer. Les moyens de communication et d'information permettent d'influer sur les opinions à distance. Les journaux commencèrent à être efficaces pour communiquer avec les classes populaires au tournant du XX^e siècle grâce à la scolarisation mise en place par la III^e République mais ils permettaient alors une pluralité d'opinions. Le journal L'Humanité, par exemple, fut fondé par Jean Jaurès en 1904 et connut très vite un réel succès. Jusque dans les années 70, la presse était globalement pluraliste : trois journaux affiliés au communisme tiraient à 2,3 millions d'exemplaires en 1945, le Nouvel Observateur n'hésitait pas à s'opposer au pouvoir et dénonçait la guerre d'Algérie dès 1955 en publiant l'article "Votre Gestapo d'Algérie".

Aujourd'hui, le paysage médiatique est frappé d'unanimisme, que ce soit la presse écrite, radiophonique ou la télévision (le cas d'internet est ici non cité car il suit une logique propre et personnalisée en fonction de l'utilisateur). Avec la professionnalisation du métier de journaliste, le journalisme d'opinion a laissé la place à un journalisme dit d'information mais derrière le visage de la neutralité se cache la sacralisation de l'ordre établi que l'on se refuse à remettre en cause.

Pourquoi cette unanimité pour soutenir l'ordre établi et le capitalisme néolibéral ? Car, à l'heure du néolibéralisme, la logique économique s'impose aux médias et ce sont donc les dominants qui ont le contrôle de l'information. Pas les élites intellectuelles non, ni même les élites politiques. Mais les élites économiques. Ainsi, Bernard Arnault possède les Echos, Radio Classique, le Parisien, Aujourd'hui en France. Xavier Niel détient 5 quotidiens de presse régionale, Le Monde, Courrier International, Télérama, l'Obs. Patrick Drahi détient RMC, BFM, Libération, l'Express.

Les autres grands patrons de presse peuvent être comptés sur les doigts : Lagardère, Bolloré, Bouygues.

La concentration médiatique atteint des proportions jamais atteintes jusqu'alors :



Source : [Le Monde Diplomatique](https://www.monde-diplomatique.fr/2020/12/16/MEDIA), dernière mise à jour : décembre 2020 (v. 16.2)

→ Ce graphique en 3000 pixels, format PNG, 2,5 MO

Mais l'actionnariat ne suffit pas à rendre compte de la prégnance du grand capitalisme dans l'information de masse. Les investissements publicitaires ont également un impact fort dans la ligne éditoriale : ainsi, le grand capital s'immisce dans tous les journaux qui sont sous le régime des contrats publicitaires, c'est à dire tous les journaux de masse excepté *Médiapart*, *Charlie Hebdo*, *le Canard Enchaîné*, *Basta !*, *Reporterre*². Cette logique publicitaire donne une puissance de diffusion plus importante aux journaux concernés car elle pourra faire baisser le prix de vente, jusqu'à la gratuité pour le 20 minutes.

C'est ainsi que l'information de mauvaise qualité se diffuse plus vite et que, sous couvert de neutralité, tous ces acteurs ont intérêt à la diffusion de la doctrine néolibérale qu'ils sont parvenus à imposer depuis les années 80.

Prétendre à la neutralité place par ailleurs celui qui conteste ou présente une autre interprétation du réel dans le camp des idéologues.

Selon la "cultivation theory", la fonction principale des moyens de communication de masse est de façonner les perceptions, les attitudes, les valeurs et les comportements des sujets. Ainsi, le terme "mainstream" apprécié des complotistes a un réel fondement scientifique. Il se réfère au processus

² sans oublier 'Le Vent se lève' (Ivdl), 'Usbek et Rica', 'La Relève et la peste', 'The Conversation'...

d'homogénéisation des perceptions, des attitudes et des valeurs du public suite à l'exposition aux messages, en particulier ceux véhiculés par les programmes de télévision.

Contrairement à ses prétentions, la télévision ne permet pas de se forger des opinions, elle les neutralise. Elle annihile les idées.

L'homogénéisation est proportionnelle à la quantité d'expositions: plus les spectateurs sont assidus à la TV, plus les différences d'attitude qui distinguent habituellement les différents groupes sociaux s'estompent. L'exposition réduirait donc les divergences d'opinion. C'est pourquoi Gerbner considérerait que l'opinion politique elle-même était canalisée par la télévision. Et on observe effectivement que plus l'audience visée est large et hétérogène, moins les messages sont "dérangeants", plus on développe une argumentation consensuelle, médiane, que l'on prétendra alors "non-idéologique". Il s'agit en fait de ne pas heurter l'idéologie dominante.

Les personnes qui regardent souvent la TV ont moins tendance à être politiquement extrêmes et adoptent davantage une pensée convergente que ceux qui la regardent moins.

Ainsi, les médias mainstream imposent la façon de penser de la haute bourgeoisie néolibérale en imposant leur vocabulaire. La valeur ajoutée du travailleur est appelée paradoxalement "coût du travail", la demande d'emploi du patron est appelée "offre d'emploi" comme si c'était l'entreprise qui rendait service au travailleur qu'elle exploite, les licenciements de masse sont appelés plans sociaux dans un doux euphémisme qui laisse presque rêveur, la lutte raisonnable de travailleurs qui défendent leurs intérêts est appelée avec mépris une "grogne" comme s'il s'agissait d'une réaction émotionnelle injustifiée et vouée d'emblée à l'échec, le mot de solidarité qui justifiait les aides sociales est remplacé par celui d'"assistanat" pour les disqualifier, les assassins islamistes sont appelés "terroristes" tandis que les assassins d'extrême droite, pour un fait similaire, sont qualifiés de "déséquilibrés"...

George Orwell avait bien souligné dans 1984 l'importance du choix du vocabulaire qui a la capacité de restreindre la pensée et de la canaliser. La *novlangue* est un instrument de domination. Aujourd'hui, c'est le vocabulaire libéral qui s'est imposé dans les médias et, par leur biais, dans l'opinion.



macron-medias

L'élection d'E. Macron est le résultat de toutes ces dynamiques. Libéral, ex banquier chez Rotschild, n'hésitant pas à donner dans le mépris de classe, responsable de la loi sur la dérégulation du travail, E. Macron n'a rien pour plaire au travailleur. Sa ligne politique libérale n'est favorable qu'aux 0,1 % les plus riches. Pourtant, en 2017, il a été élu à la présidence de la République. Pourquoi donc ?

L'image ci-contre, issue de l'article de Ivsl "comment les médias ont fabriqué le candidat macron", est un élément de réponse. Les unes mélioratives à l'égard du candidat se sont multipliées, les journaux rivalisant d'adjectifs favorables pour le qualifier alors qu'il n'avait même pas encore présenté au peuple son programme. Nul doute que certaines personnes bien placées le connaissaient déjà, puisque, nous le verrons, ils n'ont pas hésité à jouer un billet sur lui.³

Pour les autres, ce que les spécialistes appellent "l'effet de simple exposition" a suffi.

³ <https://www.monde-diplomatique.fr/2017/05/BENILDE/57494>

Selon les études chiffrées de Thomas Guénolé⁴, le matraquage publicitaire massif autour du candidat a engendré une véritable "bulle médiatique" facilement mesurable : durant le printemps et l'été 2016, Emmanuel Macron a recueilli 43% de part de voix dans les parutions des médias, contre 17% sur les réseaux sociaux. La différence entre les deux sources ?

L'une est sous la direction de milliardaires, l'autre est plus représentative du peuple dans son ensemble, mais la première a une puissance de diffusion nettement supérieure à la seconde.

X. Niel résume le sentiment partagé par de nombreux patrons :

"Dans les bons milieux parisiens, il est adoré (...). J'aime bien Emmanuel pour son côté volontariste et libéral".

Le Monde a l'air particulièrement en accord avec son actionnaire principal puisqu'Arnaud Leparmentier s'y enthousiasme pour cet héritier du blairisme qui propose "la recette raisonnable cuisinée par l'économiste de centre gauche Jean Pisani-Ferry pour redresser l'État social français". Patrick Drahi sera également se montrer reconnaissant à E. Macron d'avoir mis fin, en arrivant au ministère des finances, aux tracasseries fiscales qu'A. Montebourg avait mis en branle. Quant au journal Challenges, il titre en janvier 2017 : "Gauches : le boulevard fait à Macron". A ce moment-là, J.-L. Melenchon est aussi bien placé dans les sondages mais Challenges semble avoir fait son choix pour la "gauche".

Par le truchement des médias de masse qu'ils contrôlent, les classes dominantes imposent leur grammaire ; c'est à dire leurs règles, leurs valeurs et leur vocabulaire. Ils s'appliquent également à dépolitiser les débats.

[Retour à l'index](#)

En dépolitisant les masses

Constatant la soumission des masses aux jugements des anciennes élites qui entraînaient des désillusions électorales, les républicains de la III^e République ont mis un point d'honneur à instruire les classes populaires pour les émanciper. Lois sur l'obligation et la gratuité de l'école en 1882, loi sur la liberté de la presse en 1881 accompagnée par la naissance d'une profusion de journaux d'opinion animés par des hommes politiques, etc.

Pourtant, 140 ans plus tard, ce qui est frappant dans le cas de la médiatisation d'E. Macron, c'est l'absence de contenu en terme d'idées.

Nous pouvons y voir l'aboutissement de la dynamique de la personnalisation et du "horse race" initiées dans les années 70, c'est à dire la focalisation sur la compétition entre les candidats et les punchlines au lieu de mettre en lumière le débat d'idées.

E. Macron n'a pas de programme mais ce n'est pas important : il est jeune, il est talentueux, il est cool, il est ambitieux et il gagne dans les sondages des parts de voix sur ses adversaires. De surcroît, par le fait du média télévisuel et par une dérive de la presse papier initiée par Paris-Match, "l'image" est devenue primordiale.

⁴ <https://www.nouvelobs.com/presidentielle-2017/20170217.OBS5437/la-bulle-macron-un-matraquage-publicitaire-massif.html>

Ce tournant a été opéré en 1960 aux Etats-Unis avec le premier débat présidentiel entre Nixon et Kennedy. Alors que le premier a dominé le débat chez ceux qui l'ont écouté à la radio, impressionnés par son expérience manifeste et sa bonne connaissance des dossiers, c'est le second qui l'a emporté chez ceux qui ont regardé le débat sur leur poste de télévision. Kennedy est jeune, élégant, charismatique, souriant, respire l'aisance et montre qu'il a bien l'étoffe d'un président. De son côté, Nixon arbore un costume gris qui se confond avec le décor. Plus âgé, mal à l'aise, l'air contrarié, il a les traits tirés, semble fatigué et se remet d'un rhume. Quelques semaines plus tard, c'est Kennedy qui remporte les élections, devançant son adversaire de quelques centièmes de pourcentage, que les observateurs avisés attribuent à sa performance télévisuelle.

Dès lors, l'image et la personnalisation vont peu à peu prendre le pas sur les idées dans les campagnes électorales.

Cette tendance traverse l'Atlantique en 1965 avec la campagne de Jean Lecanuet (alias "*dents blanches, haleine fraîche*") face au général de Gaulle. Cet événement fait office de mythe fondateur de la communication politique en France : la campagne centrée sur sa personne, inspirée par Kennedy, lui permet d'obtenir 16 % des suffrages alors qu'il était crédité de 5 % dans les sondages un an plus tôt.

Dans la foulée, les affiches électorales se vident progressivement de mots et la photographie des candidats occupe de plus en plus d'espace. Les *spin doctors*, ces conseillers en communication venus du monde de la publicité, deviennent progressivement indispensables pour manipuler l'opinion.

Il ne s'agit plus d'informer de son programme en appelant à la raison des électeurs mais de plaire en jouant sur l'image, autrement dit sur les préjugés et les émotions. Le spectacle prend le pas sur l'information : capter l'intérêt devient une fin en soi plutôt que de retranscrire le réel et de véhiculer des idées pour le transformer.

Mieux vaut un sourire et une petite phrase qu'un long discours.

Ainsi, en 2017, si B. Hamon avait un programme beaucoup plus riche qu'E. Macron (c'est là un fait objectif : ce dernier n'en avait même pas du tout pendant la majeure partie de la campagne), il était attaqué sur sa "*présidentiabilité*". *Libération* et *l'Obs*, qui se présentent comme des journaux orientés à gauche, ont consacré nettement plus de papier à E. Macron qu'à B. Hamon. La photographie du premier et un adjectif qualificatif évoquant un trait de caractère supposé de sa personne suffisent à occuper l'espace d'une couverture : voilà un bel exemple de personnalisation de la vie politique. Le système médiatique de la "*peoplisation*" et le système politique présidentiel de la V^e République s'harmonisent pleinement pour cette simplification très réductrice de la vie politique.

L'infantilisation du peuple, qui se veut officiellement lui rendre la politique plus accessible, l'empêche au contraire d'y accéder. Les informations nécessaires à la compréhension des enjeux politiques profonds ne lui sont pas fournies. Notamment la grille de lecture sociale, en imposant la question identitaire nationale pour faire écran.

 [Retour à l'index](#)

■ En camouflant les divisions de classe par l'érection du mythe national

"Les médias peuvent ne pas parvenir tout le temps à dicter aux gens ce qu'il faut penser, mais ils sont d'une redoutable efficacité pour leur dire ce à quoi il faut penser" B.C. Cohen, The press and Foreign Policy, 1963

Avec l'avènement du suffrage universel, le sort des élites dépendait désormais des masses. Il fallait donc souder artificiellement les classes dominantes et les classes dominées. L'invention du nationalisme et son versant xénophobe permet de désolidariser les classes populaires et de donner l'illusion d'un "nous" partageant les mêmes intérêts et valeurs indépendamment de la classe sociale.

C'est ainsi que, selon l'historien spécialiste de l'immigration Gérard Noiriel, le premier événement médiatique xénophobe a lieu en 1881. Des ouvriers italiens auraient sifflé la marseillaise en raison d'un conflit colonial franco-italien et cela a occasionné une rixe avec des ouvriers marseillais. C'est là que la presse a commencé à englober les classes populaires dans le "nous" national, par opposition aux "étrangers". Ce terme est presque alors un néologisme, puisqu'il désignait auparavant toute personne non domiciliée dans la ville et il devient à ce moment-là le négatif du national. Alors qu'on parlait jusqu'alors de piémontais et de provençaux, le cadre national s'impose et l'affaire devient une affaire nationale entre "italiens" et "français". Voilà de quoi proposer un contre-discours au paradigme marxiste naissant de la lutte des classes. Aussi, cela permet à la presse parisienne d'instaurer une connivence avec le lecteur malgré la distance géographique et l'écart social.

Le paradigme marxiste et le paradigme nationaliste ont coexisté jusque dans les années 1980 mais, pour des raisons que nous développerons ensuite, le discours nationaliste a fini par avoir le monopole. Pratique pour la classe dominante puisqu'il lui rallie une large faction des classes populaires tout en les fracturant. Le nationalisme est bien pratique en tant qu'il brise la solidarité de classe.

Aujourd'hui, cette instrumentalisation de la xénophobie permet par exemple de stigmatiser les aides sociales qui seraient attribuées et captées par les immigrés.

Voilà de quoi rendre moins impopulaire le discours d'E. Macron qui reproche aux aides sociales de coûter "un pognon de dingue". Les fraudes aux minima sociaux des familles immigrées sont pointées du doigt tandis que les fraudes fiscales de nos riches émigrés sont acceptées par la presse.

Le nationalisme a permis également de décrédibiliser la révolte sociale des banlieues en 2005, intégralement lue sous l'angle racial et identitaire sous prétexte que la majorité des pauvres en question étaient issus de l'immigration. En 2019 au contraire, étant donné que la révolte sociale concernait des blancs, la lecture raciale et identitaire en a fait des racistes, érigeant des propos isolés en vérités générales sur le mouvement.

Dans tous les cas, il s'agit de diviser les classes populaires pour mieux régner.

Voilà pourquoi G. Darmanin, J.-M. Blanquer ou encore F. Vidal n'hésitent pas à véhiculer des concepts et discours jouant sur le racisme, n'ayant sans doute fondamentalement que faire de ces problématiques. Que l'on soit pour défendre les droits des "racisés" ou pour les exclure de la communauté nationale, la classe politique et les médias ont réussi à imposer la grille de lecture identitaire aux dépens de la grille sociale.

C'est la divergence des luttes.

C'est cela que dénonce G. Noiriel dans sa tribune sur "l'impasse des politiques identitaires"⁵ dans le Monde Diplomatique et il le démontre dans son ouvrage *Histoire populaire de la France*.⁶

Cela vaut toujours mieux pour la classe dominante que de voir émerger la question sociale qui montrerait leur déconnexion vis à vis de la majorité du peuple et de ses intérêts.

Pourtant, si les élites se paient de mots sur l'identité nationale, cela ne se traduit pas par de la solidarité nationale dans les actes. Par exemple, tous les ministres de l'Education Nationale successifs depuis plus de 10 ans ont placé leurs enfants dans des écoles privées et la fille de Brigitte Macron veut carrément en fonder une à 9 500 euros l'année. Si le discours des élites est volontiers nationaliste, l'entre-soi social est privilégié dans la pratique. Imagine-t-on les enfants de Jules Ferry dans une école privée? Les élus de la République ne se sentent pas concernés par ses institutions car ils les évitent soigneusement par un rejet du commun. Quant aux élites économiques, elles n'hésitent pas à donner dans l'évasion fiscale et les délocalisations d'usines. La ligne éditoriale de *CNews* correspond mal aux pratiques de son propriétaire V. Bolloré, mais ce sont pourtant les idées qu'il souhaite véhiculer.

Le nationalisme n'est destiné qu'à distraire les pauvres.

Si l'Ancien-Régime reposait sur la croyance en la Trinité (Tiers-Etat, Clergé, Noblesse / Dieu, Jésus, Esprit Saint), la République repose sur la doctrine de l'unité (un seul peuple / une seule voie possible).

 [Retour à l'index](#)

❑ En confondant l'actuel et le potentiel pour préserver l'ordre établi

Toute personne qui viendrait remettre en cause l'ordre établi et y proposer des corrections serait un utopiste. En empêchant toute alternative, on impose des limites à la pensée et on interdit tout changement : l'ordre établi se voit préservé car sacralisé.

Selon l'éditorialiste de base, ce qui n'est pas ne peut pas être.

Cela passe d'abord par une négation de l'histoire : on fait mine de penser que le capitalisme libéral est éternel et consubstantiel à l'humanité. Le cas échéant, à la démocratie. Là, l'inculture historique est la clef. Si l'on ne sait pas que cela a pu en être autrement avant ou ailleurs, quiconque conteste le système actuel est un utopiste et n'est pas "réaliste". Ou "pragmatique" pour les journaux les plus chics.

Cela explique la synchronie entre dérégulation du marché et éclatement de l'URSS. C'est dans une URSS affaiblie que Reagan et Thatcher libéralisent l'économie dans les années 80 et c'est lorsque l'URSS a disparu que la France a renoncé au *keynésianisme* et à l'Etat-Providence. Il n'y a plus d'alternative : le communisme n'inquiète plus les classes dominantes qui n'ont dès lors plus besoin d'adoucir le capitalisme pour le faire accepter puisqu'il n'y a plus d'alternative possible pour les classes do-

⁵ <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/01/BEAUD/62661>

⁶ <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=2ahUKEwingOr-fYzvAhVJzoUKHYCwD7s-QFjAAeqQIAhAD&url=https%3A%2F%2Fwww.amazon.fr%2Fhistoire-populaire-France-G%25C3%25A9rard-Noiriel%2Fdp%2F2748903013&usq=AOvVaw2ewBCGmE-Ak57-Q5CgTLTw>

minées. Un bataillon de philosophes de bas étage façon BHL sont alors avalisés par les médias (beaucoup moins par les universitaires) pour transformer dans l'opinion un échec historique conjoncturel en un échec structurel nécessaire. Le syllogisme est simple : Staline est communiste, Staline a mis en place le goulag et un régime totalitaire, donc le communisme est totalitaire. Ou encore : l'URSS était communiste, l'URSS s'est effondré, donc le communisme n'est pas viable.

Conclusion : même si vous n'aimez pas le capitalisme ultra-libéral, c'est la seule société possible.

Toute volonté de transformer la société est présentée comme au mieux irréaliste, au pire dangereuse. Il s'agit donc de se soumettre à la fatalité : l'élection n'est pas un choix de société mais se résume à choisir le meilleur gestionnaire de la société actuelle.

Autre argument allant dans le même sens : mettre les décisions politiques nationales sur le dos de la nécessaire compétitivité dans la mondialisation ou des injonctions de l'Union Européenne, dont le pouvoir, il est vrai, s'est nettement accru à partir du traité de Maastricht de 1992.

En d'autres termes, bien qu'on lui propose de voter, la nation est dépossédée de sa souveraineté. Ce n'est plus la communauté de citoyens qui gouverne mais quelques lobbies entrepreneuriaux internationaux privés et des bureaucrates basés à Bruxelles, eux-mêmes largement sous l'emprise de ces lobbies.

D'autres moyens de lutte s'imposent alors pour défendre les intérêts de la majorité mais ces moyens sont fustigés voire criminalisés.

 [Retour à l'index](#)

❑ En s'appuyant sur l'autorité du suffrage universel pour délégitimer l'action directe

"L'époque des élections générales approchait, et, chaque jour, l'aspect de l'avenir devenait plus sinistre ; toutes les nouvelles qui arrivaient de Paris nous représentaient cette grande ville comme étant sur le point de tomber sans cesse dans les mains des socialistes armés. On doutait que ceux-ci laissassent faire les électeurs, ou du moins qu'ils se soumissent à l'Assemblée nationale. Déjà, de toutes parts, on faisait jurer aux officiers de la garde nationale de marcher contre l'Assemblée s'il s'élevait un conflit entre celle-ci et le peuple." Tocqueville

Tocqueville pointait ici les deux centres de gravité de la démocratie naissante: l'assemblée représentative et le peuple en armes.

D'un côté, l'action directe menée par les forces progressistes les plus impliquées, prêtes à donner leur vie. De l'autre, les partisans de la délégation de pouvoir menés par les forces conservatrices et des citoyens soucieux avant tout de préserver l'ordre et leur sécurité.

A partir de 1789 et avant l'instauration du suffrage universel, ce sont les citoyens les plus politisés qui font l'histoire. En février 1848, reconnaissant ainsi la légitimité du peuple parisien qui se révolte, le roi Louis-Philippe s'enfuit sans opposer de réelle résistance. En juin 1848, forts de la légitimation du suffrage universel, les conservateurs au pouvoir répriment violemment l'insurrection populaire. C'est là un tournant majeur de l'histoire en tant qu'il change la conception française de la démocratie.

Dès lors que les républicains révolutionnaires ont instauré le suffrage universel, ils perdent tous les combats lorsqu'il s'agit de prendre le pouvoir par l'émeute : en juin 1848 où le gouvernement fraîchement élu réprime férocement les insurgés, en juillet 1871 où la *Commune* insurrectionnelle est violemment réprimée par Adolphe Thiers lors de la semaine sanglante, ou encore le 30 juin 1968 où il suffit que la "*majorité silencieuse*" gaulliste donne à son groupe la victoire à l'assemblée pour mettre un point final au mouvement de mai.

"Ce n'est pas la rue qui gouverne" s'exclamait J-P Raffarin,

au tournant du XXI^e siècle pour justifier le fait qu'il campait sur ses positions alors que des millions de personnes défilaient contre ses lois de régression sociale. L'affirmation a été maintes fois reprises depuis par les gouvernements élus. Quid alors de la Révolution Française pour ces gens-là, qui choisissent de mépriser à ce point l'engagement politique des masses? N'est-ce pas la rue qui a fait naître la première République ?

Prétendre que ce n'est pas la rue qui gouverne est une forme de négationnisme.

La rue a pris la Bastille le 14 juillet 1789 pour y trouver les armes nécessaires à la Révolution, la rue (ou plutôt la campagne) a obtenu l'abolition des privilèges la nuit du 4 août 1789 en raison de la *Grande Peur* inspirée aux nobles de province par la violence des paysans, la rue a chassé le roi du pouvoir en septembre 1792 en prenant d'assaut le palais des Tuileries. La rue a obtenu une charte libérale en 1830 pour limiter le pouvoir de la monarchie, c'est même la rue qui a obtenu le suffrage universel en 1848 ! Comment peut-on déceintement les opposer ?

Depuis, la rue n'a certes jamais causé un renversement total du gouvernement, mais elle en fait céder plusieurs à ses revendications: c'est la rue qui a permis aux travailleurs d'obtenir les congés payés, une réduction du temps de travail et une augmentation des salaires en juin 1936 par la grève générale en soutien au *Front Populaire* (les "*grèves joyeuses*" caractérisées par leur importance numérique et sa forme: les occupations d'usines), la rue a obtenu la libération de la France par les *FFI* en 1944 puis de nouveaux droits sociaux en 1945 (Sécurité sociale notamment) que les grèves de masse orchestrées par la base de la *CGT* en 1947-1948 ont permis de renforcer. En 1968, la rue a obtenu une augmentation des salaires et une transformation majeure des mentalités. En 2019, la rue n'a pas été écoutée lors des défilés pacifiques rassemblant des millions de personnes contre la réforme des retraites mais les *gilets jaunes*, moins nombreux, ont réussi à faire plier le gouvernement en inspirant la peur aux classes dominantes par des actions spectaculaires (porte du secrétariat d'État de Benjamin Grivaux enfoncée par ce que la presse a décrit comme un transpalette, saccage du *Fouquet's*, prise de contrôle des péages...).

Il est important de rappeler ces faits car l'histoire est souvent édulcorée et "*pacifiée*": les acquis de la période du *Front Populaire* sont souvent attribués à tort à la seule action du gouvernement élu, on oublie que la sécurité sociale est issue du programme du *Conseil National de la Résistance* qui a libéré la France par les armes et les grèves massives de l'après-guerre, qui ont fait craindre une révolution, sont rejetées aux oubliettes de l'histoire.

En France, l'histoire montre que les dominants ne renoncent à leurs privilèges que lorsqu'un retournement des rapports de force les y contraint.

Le vote ne suffit pas : le seul exemple de progrès social conséquent acquis par les urnes est la politique mise en place par F. Mitterrand en 1981 mais il tourne dès 1983 le dos à son électorat en opérant le "*tournant de la rigueur*". Non seulement les résultats du suffrage universel sont biaisés par les mécanismes que nous avons explicité plus haut, mais en plus, une fois au pouvoir, le personnel poli-

tique a tendance à déroger à son programme en faveur des puissants. Jacques Chirac le résumait bien par la formule *"Les promesses n'engagent que ceux qui les croient"*. Nicolas Sarkozy choisit plutôt de l'illustrer par l'exemple en passant outre le "non" au référendum de 2005 et en imposant la Constitution Européenne aux Français. Emmanuel Macron, pour s'attirer le vote de la classe moyenne, se prétendait auprès d'eux *"ni de droite ni de gauche"* tandis qu'il promettait secrètement aux plus riches qui finançaient sa campagne une politique ultra-libérale. Quant à Georges Clemenceau, pour remonter le fil de l'histoire, il est le symbole du revirement que peuvent opérer les politiciens de gauche une fois au pouvoir. De l'ardent défenseur de la classe ouvrière alors qu'il était dans l'opposition, il deviendra l'un des briseurs de grèves les plus violents une fois au pouvoir.

Voilà pourquoi les classes dominantes s'accommodent du suffrage universel mais mènent une lutte idéologique acharnée contre toutes les formes de l'action directe. En effet, ces dernières sont de plus en plus stigmatisées comme violentes alors qu'elles sont de plus en plus pacifiques.

Pour exemple, le traitement médiatique des grèves. Le vocabulaire employé est militaire puisque les journalistes ont pris l'habitude de plaindre les usagers *"pris en otage"*. La grammaire du fait divers chère aux journalistes, étudiée par Dominique Kalifa, est transposable à la médiatisation des grèves. Il s'agit de capter l'attention du grand public et de lui proposer une vision simple du monde : les usagers sont les victimes, les grévistes les agresseurs et les policiers qui tabassent les manifestants ou tout au moins les empêchent de mener leurs actions sont les sauveurs. Le patron ou l'homme politique responsable du mécontentement des grévistes est un personnage secondaire non évoqué. Le travail journalistique consiste à donner la parole à un usager mécontent pour stigmatiser la grève. Les revendications des grévistes ne sont généralement pas développées ni même simplement exposées. Une autre clef de lecture pourrait s'avérer plus pertinente en remontant à l'origine de la grève : le patron ou l'homme politique à l'origine de la régression sociale enclenchant la grève serait l'agresseur, le gréviste la victime tentant de devenir son propre sauveur. L'usager serait quant à lui le personnage secondaire. Cela permettrait, me semble-t-il de mieux cerner l'enjeu du conflit.

Mais l'objectif des médias aujourd'hui, comme on l'a dit plus haut, est de faire de l'audience, pas de proposer la grille de lecture du monde la plus pertinente. Plutôt que de traiter la grève comme le simple sommet de l'iceberg, à savoir le conflit opposant les travailleurs à la direction de l'entreprise ou au gouvernement, elle est retranscrite pour elle-même comme un spectacle.

Ce sont les violences marginales, les *"débordements"* qui vont focaliser l'attention. Et si jamais l'on donne la parole à un responsable syndical, ce sera pour exiger de lui de *"condamner ces violences"*.

Interrogeons-nous sur cette notion de violence brandie à tort et à travers par les médias de masse.

"Ceux qui ont pris tout le plat dans leur assiette, laissant les assiettes des autres vides, et qui ayant tout disent avec une bonne figure "Nous qui avons tout, nous sommes pour la paix !", je sais ce que je dois leur crier à ceux-là : les premiers violents, les provocateurs, c'est vous !"

"Quand le soir, dans vos belles maisons, vous allez embrasser vos petits enfants, avec votre bonne conscience, vous avez probablement plus de sang sur vos mains d'inconscients, au regard de Dieu, que n'en aura jamais le désespéré qui a pris les armes pour essayer de sortir de son désespoir. Mais nous ne trompons pas, il n'y a pas de violence qu'avec des armes, il y a des situations de violences. La violence n'est pas que dans les coups, elle est dans les situations établies, existantes, qu'on refuse de remettre en question, qu'on refuse de changer." l'abbé Pierre

Le 5 octobre 2015, le DRH en charge du "plan de restructuration" de 2900 salariés d'Air France est pris à partie : sa chemise est déchirée sans qu'aucun coup ne soit porté contre lui malgré la présence massive de salariés licenciés.

Qui est violent ? Les salariés en colère ou l'entreprise qui les met au chômage ? Si l'on mesure la violence à l'ampleur des dégâts, le prix de la chemise du DRH n'excède certainement pas sa prime pour mettre en place le "plan de restructuration" tandis que les salariés licenciés vont être privés de revenus. Si l'on juge la violence à sa légitimité, il semble que licencier quelqu'un alors qu'il a accompli son travail est de la violence gratuite tandis que quelqu'un qui arrache la chemise de celui qui le prive de son emploi a des raisons d'être énervé. Si l'on juge à la spectacularité des images, l'acte de violence le plus marquant est celui de la chemise arrachée : bingo, c'est l'axe choisi par les médias et la vidéo a fait le tour de l'Europe. C'est dire si le seuil de tolérance à la violence politique est tombé bien bas.

Pierre Bourdieu parlait ainsi de violence douce de l'économie, qui s'exerce en mobilisant les moyens symboliques de la communication pour engendrer une acceptation implicite de l'ordre établi afin que celui-ci semble légitime même pour ceux qui en sont les victimes.

Le 4/09/2020 sur son site, *le Point* évoque en titre que 17 gilets jaunes seront jugés pour le "saccage de l'arc du triomphe". Au coeur de l'article, on en apprend plus sur ledit saccage.

"Quatre personnes parmi ces dix-sept seront par ailleurs jugées pour des vols par effraction : "tour Eiffel miniature", "cartes postales", "livres" ou encore "reproduction d'un pistolet à silex Napoléon an III".

Six sont renvoyées devant le tribunal de police pour la seule contravention d'

"intrusion non autorisée dans un lieu classé ou inscrit au patrimoine historique". Une personne se voit reprocher la dégradation d'une statue ; deux, des "coups de pied et d'extincteur sur une porte" ; un manifestant lié à l'ultra-droite, un tag sur l'Arc ; un autre, la dégradation d'une vitre d'un préfabriqué."

A savoir : ladite statue est une reproduction en carton-pâte. Le choix du terme "saccage", qui reflète bien la ligne générale des médias sur l'événement, laisse perplexé.



Une du Point en Janvier 2020 Une du Point en Janvier 2020

Philippe Martinez est ici représenté en position de fermeture, les bras croisés, le visage fermé illustrant parfaitement le mot de "gronde" si cher aux éditorialistes. Il contraste avec les photographies d'E. Macron évoquées plus haut, souriant et les bras ouverts. Est-ce à dire que ces images reflètent des caractères opposés dans la réalité, que P. Martinez vit en tirant la gueule alors qu'E. Macron vit en souriant et en écartant les bras ? Non, bien évidemment, il s'agit d'un choix éditorial visant à véhiculer des opinions. Le message simpliste au-dessus "comment la CGT ruine la France" achève Martinez : le syndicat qu'il dirige ruine la France, c'est un axiome incontestable pour *le Point*, il s'agit simplement de savoir comment.

Je suis bien placé pour savoir que ce titre est clairement un parti pris.

Pourtant, le magazine se prétend neutre.

Pourquoi la CGT est-elle ainsi accablée ? Car elle est l'un des derniers bastions de la solidarité de classe et de l'action populaire. Il est important pour les classes dominantes d'atomiser les classes populaires, de les cantonner à l'individualisme pour les affaiblir. L'image du syndicat qui est contre les avancées s'est ainsi imposée dans les médias au mépris de la réalité historique : c'est la CGT qui a acquis les congés payés et la réduction du temps de travail en 1936 et qui a obtenu des multiples avancées sociales de l'après-guerre aux années 70.

On conduit les travailleurs dans un mur et on leur reproche de freiner.

Par une inversion totale des valeurs, la CGT est taxée aujourd'hui d'empêcher la société d'avancer parce qu'elle s'oppose aux régressions sociales que veulent imposer les classes dominantes. Le progrès de la société serait de renoncer à son confort de vie et d'être exploité sans limites : qui-conque défend ses droits et sa protection sociale est présenté comme réactionnaire !

En cherchant cette une sur Philippe Martinez que j'avais encore en tête pour l'avoir subie sur tous les abris bus à l'époque, je suis tombé sur la dernière une du *Point* à propos du procès de Nicolas Sarkozy : "*Les coups tordus d'une justice très politique*". Encore une fois, un bel exemple de neutralité. Pour paraphraser la Fontaine, selon que vous soyez puissant ou misérable, les jugements du *Point* vous rendront blanc ou noir. Bien que je n'ai pas choisi d'acheter ce journal, il s'impose dans l'espace public.

Ainsi, alors que les classes populaires ont été éjectées des institutions représentatives, leur dernier levier d'action qu'est l'action syndicale est méprisé voire mis à l'index. Donc non contents de dépolitiser les citoyens par une pseudo neutralité journalistique, les médias de masse conchient ceux qui persistent dans l'engagement politique.

Le seul engagement politique valorisé est le vote, alors que la moitié des Français a déserté les urnes. Cette réalité est camouflée par la non-prise en compte du vote blanc, comptabilisée comme de l'abstention donc comme du '*jemenfoutisme*'. Pourtant, il s'agit d'un message politique : l'absence de confiance dans les candidats prétendant au pouvoir. Les statistiques ignorent l'abstention et les votes blancs lorsqu'ils annoncent les résultats, pour ne pas écorner la légitimité du candidat élu.

Ainsi, lorsque l'opposition s'exprime pendant le mandat d'un gouvernement, la réplique "*vous avez perdu les élections*" peut rester l'argument massue. Comme si être élu donnait carte blanche à tout et n'importe quoi pendant la durée du mandat. Plutôt que de cacher sous le tapis la défiance à l'égard des politiciens en accusant ceux qui ne leur ont pas accordé leur vote, peut-être serait-il judicieux de proposer au citoyen un contrôle des élus pendant leur mandat, avec possibilité de révocation comme le prévoyait la *Commune*.

Avant même de contrôler les élus pendant leur mandat, il faudrait également renforcer le contrôle des candidats pendant leur campagne, puisque certains contournent la démocratie en demandant l'appui des plus riches.

 [Retour à l'index](#)

En finançant les campagnes électorales

Voilà un aspect qui a pris une ampleur inédite avec la campagne d'E. Macron en 2017. L'investigation de *France-info*⁷ a permis d'éclairer le financement opaque de la campagne d'En Marche.

Le candidat a mystérieusement levé 16 millions d'euros entre la création d'*En Marche* en mars 2016 et décembre 2017. Jamais un candidat n'avait rassemblé autant d'argent auprès des particuliers en partant de rien.

E. Macron s'est targué à l'époque d'une mobilisation collective mais *France-Info* explique aujourd'hui que c'est parce qu'il a su contourner la législation démocratique prévue pour interdire les grands donateurs.

La réglementation autorise un particulier à donner 7 500 euros par an à un parti politique. Ce même particulier peut également donner jusqu'à 4 600 euros au candidat de son choix par élection.

France-info a pu retrouver des donateurs qui ont donné 7 500 euros à En Marche dès 2016, puis renouvelé leur don en 2017, et fait un troisième chèque de 4 600 euros (parfois arrondi à 4 500) à l'association de campagne du candidat. Certains ont également multiplié cette somme par deux au nom de leur conjoint(e), le chèque ou le virement partant du même compte commun.

Voilà comment E. Macron a "optimisé" la législation en contournant les règles. Ainsi, contrairement à l'esprit des lois, les dons sont fortement concentrés entre les mains de contributeurs très riches. Si E. Macron brandit un chiffre avoisinant les 100 000 dons, seules 800 personnes ont financé la moitié de sa campagne. Nous constatons également que la moitié des dons provient des quartiers huppés ouest-parisiens. Dans les premiers mois de la campagne, le candidat est totalement dépendant des généreux contributeurs de sa campagne : banquiers d'affaires, gestionnaires de fonds, avocats, entrepreneurs du web...

Les déplacements à l'étranger du candidat pour lever des fonds peuvent également interroger. Au total, Emmanuel Macron a reçu 2,4 millions d'euros de dons en provenance de l'étranger, dont 1,8 million émanant de donateurs aisés (dons supérieurs à 4 000 euros).

Par ailleurs *France-info* indique que l'équipe d'*En Marche!* a bénéficié de ristournes étonnantes pour l'organisation de ses meetings. Ainsi, la *Belleilloise* a accueilli une réunion publique *En Marche* pour 1 200 euros, alors qu'elle a facturé le même service à B. Hamon. pour 4 838 euros. Voilà encore une manière de contourner la législation sur les financements des campagnes.

En 2017, le seul à avoir adopté une stratégie d'appel aux dons comme Emmanuel Macron est Jean-Luc Mélenchon mais il n'a récolté que 2,8 millions d'euros, soit 6 fois moins qu'E. Macron. Cela s'explique non par l'importance numérique des donateurs mais par leur composition sociale : seul un don atteint 7 020 euros et moins d'une cinquantaine de contributions sont supérieures à 1 000 euros. Au vu du programme, on peut comprendre que le potentiel financier des donateurs ne soit pas le même... Si chaque voix compte autant dans l'urne, ce n'est pas le cas pour le financement de la campagne.

Ce qu'E. Macron a vanté comme une mobilisation populaire est en fait un investissement de la fraction de la population française (et étrangère) la plus riche. Voilà de quoi s'interroger sur les contreparties.

⁷ La moitié de la campagne d'Emmanuel Macron financée par des grands donateurs (franceculture.fr)

Les investisseurs, évidemment, attendaient d'en récolter les fruits par la politique d'E. Macron une fois arrivé au pouvoir. Ils n'ont pas dû être déçus car il s'est effectivement montré par la suite très favorable à leur égard. C'est l'absence de générosité du monde des affaires, envers les travailleurs et les citoyens dans leur ensemble, qui l'a poussé à être si généreux avec E. Macron.

800 personnes au capital financier permettant de donner 10 000 euros ont ainsi autant de poids que 400 000 personnes cotisant chacun pour une adhésion au parti à 20 euros. Selon la catégorie sociale de ses adhérents, un parti n'aura donc pas la même force de frappe pour mener sa campagne. Dès lors, ce n'est pas la volonté de la majorité qui dispose de la souveraineté mais la volonté des plus riches : voilà qui est fort peu démocratique.

Le système démocratique de la V^e République s'était doté de garde-fous : subventions publiques pour les partis représentatifs d'un certain nombre d'électeurs, système de cotisations qui donne un poids financier en fonction du nombre d'adhérents, limitations des dons à 4500 euros pour les campagnes électorales. Mais E. Macron, en se présentant comme un candidat "*anti-système*", a déjoué ces garde-fous : s'il a contourné le système démocratique des partis, il s'est vautré dans le système financier du grand capital dont il s'est rendu dépendant, entraînant la France entière dans sa soumission.

Contrairement à ce que son marketing politique a voulu nous faire croire, l'absence de parti derrière lui n'est pas un progrès démocratique mais un nouveau coup de buttoir des magnats de l'économie contre la souveraineté populaire. L'apparition des partis à la fin du XIX^e siècle a permis l'introduction des masses dans la vie politique. Faire disparaître les partis, c'est les en éjecter. Ne pas avoir de parti derrière soi n'est pas signe de liberté, c'est signe de dépendance à l'égard de gros investisseurs privés. C'est signe également que l'on peut se passer du peuple. Aux Etats-Unis, le système du financement des campagnes présidentielles par les gros investisseurs a donné à des entreprises un pouvoir de lobbying démesuré : ainsi, la NRA, association agréant des groupes d'intérêt favorables aux armes, empêche toute législation pour limiter le port d'armes. C'est ce système qu'E. Macron est en train d'importer.

Une campagne électorale peut se passer désormais de militants convaincus et les classes dominantes peuvent "*investir*" directement un représentant de leurs intérêts à la tête de l'Etat.

Voilà comment on se retrouve avec 12 millionnaires parmi les 31 ministres du gouvernement et sans aucun ouvrier à l'Assemblée Nationale alors qu'ils représentent encore 15 % de la population. Voilà pourquoi, alors que les décisions sont censées être prises à la majorité, 5 % de la population détient le tiers des richesses. Le suffrage universel a permis de pacifier les rapports sociaux mais il est abusivement brandi par le(s) pouvoir(s) économiques, politiques et informationnels comme la seule source légitime d'autorité. Les tours de passe-passe des élites ne permettent pas à la souveraineté nationale de s'exercer pleinement dans le vote et ses autres modes d'expression sont vilipendés par des médias jouant le rôle de chiens de garde. Si les classes dominantes se réservent la représentation nationale et réfutent la légitimité de l'action syndicale, si elles s'assoient sur les manifestations rassemblant des centaines de milliers de personnes, que reste-t-il aux classes populaires pour défendre leurs intérêts ?

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart.

Ses contenus n'engagent pas la rédaction.